Le syndicalisme dans le Bas-Rhin après 1918 jusqu'à la veille du Front populaire : du modèle allemand au modèle français ?

Recherches sur une typologie

Trade unionism in le Bas-Rhin between 1918 and the 1936 Popular Front. Was the German model replaced by the French one? Setting up a classification

Die Gewerkschaftsbewegung im Unter-Elsass nach 1918 bis zur Zeit des Front Populaire (Volksfront): vom deutschen zum französischen Modell? Erkundungen zu einer Typologie

Michel Roth

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2604>

DOI : 10.4000/alsace.2604

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 7 novembre 2017

Pagination : 333-353

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Michel Roth, « Le syndicalisme dans le Bas-Rhin après 1918 jusqu'à la veille du Front populaire : du modèle allemand au modèle français ? », *Revue d'Alsace* [En ligne], 143 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 24 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2604> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2604>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2020.

Tous droits réservés

Le syndicalisme dans le Bas-Rhin après 1918 jusqu'à la veille du Front populaire : du modèle allemand au modèle français ?

Recherches sur une typologie¹

Trade unionism in le Bas-Rhin between 1918 and the 1936 Popular Front. Was the German model replaced by the French one? Setting up a classification

Die Gewerkschaftsbewegung im Unter-Elsass nach 1918 bis zur Zeit des Front Populaire (Volksfront): vom deutschen zum französischen Modell? Erkundungen zu einer Typologie

Michel Roth

Le concept de modèle syndical et son application au syndicalisme bas-rhinois sous le *Reichsland*

- ¹ Les études sur le syndicalisme ouvrier se réfèrent au concept de modèle syndical. On en distingue ainsi trois en Europe au tournant des XIX^e-XX^e siècles : centraliste social-démocrate (Allemagne), basé sur un partage des tâches entre le syndicat qui dirige l'action corporative et la social-démocratie qui conduit le politique ; unioniste travailliste (Grande-Bretagne), où le syndicat prend le pas sur le parti politique ; syndicaliste révolutionnaire (France), caractérisé par la défiance vis-à-vis de l'État et des partis politiques². D'autres caractéristiques distinguent notamment les syndicalismes allemand et français, tels que l'importance des effectifs, le nombre des « permanents » syndicaux ou le rapport au politique. Ainsi, l'objectif du syndicalisme est-il la satisfaction *stricto sensu* des revendications ouvrières dans le cadre du capitalisme ou est-il aussi celui d'un renversement du système économique ? Le syndicalisme s'exprime-t-il ou non sur des questions politiques ? Quel est son rapport

aux partis politiques : indépendance, coopération, subordination ? Cumul ou non de fonctions syndicales et politiques ?

- 2 Avec le retour de l'Alsace à la France fin 1918, le syndicalisme alsacien rompt tous les liens avec les syndicats allemands pour rejoindre les syndicats français. Mais ce faisant, est-il ou non passé d'un modèle à l'autre ? À partir de l'exemple bas-rhinois, un essai de typologie tente de répondre à cette question, ce qui suppose au préalable d'une part, de comparer ces deux modèles, d'autre part de faire l'inventaire de « l'héritage » du *Reichsland* dans le syndicalisme bas-rhinois.
- 3 Le modèle allemand se caractérise par son réformisme, en ce qu'il ne remet pas en cause l'économie capitaliste, des effectifs importants et des liens étroits avec des partis politiques, alors que le modèle français est beaucoup plus idéologique, partisan du renversement du capitalisme, méfiant vis-à-vis des partis politiques et faible en effectifs. D'abord, il n'y a pas en Allemagne l'équivalent de la Charte d'Amiens, adoptée par la Confédération Générale du Travail (CGT) en 1906, qui se prononce pour l'expropriation capitaliste au moyen de la grève générale. Ensuite, les syndicalisations ne sont pas du même ordre : à la veille de la guerre de 1914, on compte en Allemagne près de trois millions de syndiqués sur quatorze millions de travailleurs recensés en 1911 (soit un taux de syndicalisation de 21,4%) contre quatre à six-cent-mille adhérents en France (pour une population ouvrière de dix millions de travailleurs, soit entre 4% et 6% de syndiqués³). Un important système de secours existe pour les syndiqués allemands⁴ qui disposent de nombreux permanents pour les conseils juridiques et la défense de leurs droits (législation du travail, assurances sociales⁵), tandis que le syndicalisme français est pauvre financièrement⁶, a peu de permanents⁷, et manifeste une hostilité radicale au mutualisme, considérant que celui-ci transmet au syndiqué une mentalité de « rentier⁸ ». Enfin, le modèle allemand révèle des liens étroits entre syndicats et partis politiques : du côté social-démocrate à partir de 1906, le SPD consulte la Commission générale des syndicats⁹ pour les décisions politiques importantes tandis que le groupe parlementaire SPD au *Reichstag* comprend des dirigeants syndicaux (un tiers en 1912¹⁰) ; du côté chrétien, la proximité politique du *Gesamtverband der Christlichen Gewerkschaften* avec le *Zentrum* est notoire¹¹ ; à l'inverse, le modèle français repose sur l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques, proclamée par la Charte d'Amiens de 1906¹². Les syndicats sociaux-démocrates allemands s'interdisent d'intervenir dans les affaires politiques ; sollicités fin 1905 par la CGT, inquiète de la tension franco-allemande consécutive à l'affaire marocaine, pour organiser une manifestation syndicale franco-allemande contre le risque de guerre, ils répondent que la lutte contre la guerre relève de la seule compétence du Parti socialiste allemand¹³.
- 4 Le syndicalisme ouvrier bas-rhinois, à la veille de la guerre de 1914, est, pour partie, proche du modèle allemand. D'une part, les permanents syndicaux sont nombreux : la *Zentralkommission der freien Gewerkschaften in Elsass-Lothringen* créée en 1902¹⁴ comptait vingt-cinq permanents¹⁵. Les liens avec les partis politiques sont forts : parmi les quarante-huit candidats sociaux-démocrates aux élections du *Landtag* de 1911, douze étaient des permanents syndicaux¹⁶. Enfin, les syndicats professionnels, qui, comme dans le reste de l'Empire ont le monopole du déclenchement de la grève en fonction des ressources de la caisse de grève¹⁷, ont un champ géographique correspondant à celui du *Reichsland*, comme par exemple le *Elsass-Lothringer Textilarbeiterverband* constitué en 1899¹⁸. En revanche, sur le plan des effectifs, on est plus proche du modèle français :

à la veille de la guerre de 1914, les *Freien Gewerkschaften* regroupaient à peine 10% des ouvriers du *Reichsland* (14 000 syndiqués dans le Bas-Rhin) pour 258 000 travailleurs occupés dans les usines soumises au Code du Travail et dans les mines¹⁹, et les syndicats chrétiens seulement 4 660 adhérents pour tout le *Reichsland*²⁰. Le régime d'exception de la loi du 30 décembre 1871 sur l'administration de l'Alsace-Lorraine, permettant aux autorités militaires d'interdire publications et réunions, ne fut aboli qu'en 1902²¹, alors que jusqu'en 1905, la constitution de toute association de vingt membres était soumise à autorisation administrative²². Il faut attendre 1902 pour que se crée une Commission centrale des syndicats d'Alsace-Lorraine (pour les *Freien Gewerkschaften*), suivie en 1907 d'un secrétariat syndical pour ces mêmes syndicats²³.

Les courants syndicaux bas-rhinois de fin 1918 jusqu'au début de 1936

La formation des courants syndicaux²⁴

La création de l'Union des Syndicats d'Alsace - Lorraine (USAL) et son adhésion à la CGT

- 5 En novembre 1918 le syndicalisme alsacien rompt tous les liens avec le syndicalisme allemand²⁵. Le 24 décembre 1918, deux délégués des syndicats alsaciens-lorrains sociaux-démocrates, Imbs et Stehlin, demandent leur adhésion à la CGT qui l'accepte. Compte tenu des structures différentes des syndicats alsaciens-lorrains et français, il est convenu d'organiser le 5 janvier 1919 une conférence des syndicats d'Alsace-Lorraine en présence de délégués de la CGT, dont le secrétaire général, Léon Jouhaux²⁶. Cette conférence décide la création d'une Union régionale des syndicats d'Alsace-Lorraine (USAL) qui adhère immédiatement à la CGT²⁷.

La création d'une organisation syndicale chrétienne

- 6 Fin 1918, il n'existe pas en France de confédération syndicale chrétienne susceptible d'intégrer les syndicats chrétiens d'Alsace-Lorraine. Ceux-ci demandent alors leur adhésion à la CGT, qui les invite à la conférence des syndicats d'Alsace-Lorraine²⁸. Lors de celle-ci, les syndicats chrétiens adhèrent à la fois à l'USAL et à la CGT²⁹. Mais cette adhésion est démentie : selon un « représentant qualifié de ces organisations », « les syndicats chrétiens d'Alsace-Lorraine n'adhéreront jamais (souligné) à la CGT³⁰ ». Alertés par Gaston Tessier, secrétaire général de la Fédération des employés (catholiques) sur le caractère révolutionnaire de la CGT et appuyés par l'abbé Haegy, les groupes syndicaux locaux créent, le 23 février 1919, une fédération syndicale sous le nom d'*Unabhängiger Gewerkschaftsbund von Elsass und Lothringen* (UGB - en français Fédération des syndicats indépendants d'Alsace et de Lorraine) qui prendra une part active à la création de la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) en novembre 1919³¹.

Vers la scission CGT-CGTU

- 7 L'USAL est confrontée à un contexte syndical nouveau, issu à la fois de la politique de présence auprès de l'État menée par la CGT depuis 1914 et des conséquences de la révolution d'octobre 1917 avec la création en mars 1919 de l'Internationale

communiste. Le ralliement de la CGT à la politique d'Union sacrée entre 1914 et 1918 et son adhésion à la Fédération syndicale internationale (FSI) dite d'Amsterdam créée en août 1919, très liée aux partis socialistes de langue allemande, de Scandinavie et du Bénélux, créent une profonde division au sein de la CGT. L'Internationale communiste, lors de son deuxième congrès (19 juillet - 7 août 1920), résolument hostile à la FSI, appelle les syndicats de tous les pays à rejoindre l'Internationale syndicale rouge, où ils devront en appliquer les directives³². Lors du Congrès extraordinaire des syndicats d'Alsace-Lorraine des 18 et 19 septembre 1920, l'adhésion à l'Internationale communiste est rejetée par 58 040 voix contre 52 181 pour toute l'Alsace-Lorraine, et dans le Bas-Rhin par 28 410 voix contre 13 523³³. Les partisans de l'indépendance absolue des syndicats par rapport aux partis l'ont emporté sur ceux de l'adhésion à l'ISR, pour qui un syndicalisme de lutte de classe ne peut être dans la FSI. Mais ces derniers progressent : au Congrès des syndicats libres (CGT) du Bas-Rhin des 18 et 19 juin 1921, ils recueillent 44 voix contre 50 qui défendent la FSI³⁴. Un mois plus tard, au Congrès de la CGT de Lille, ils représentent 31% des votes bas-rhinois³⁵, contre 4% au précédent Congrès confédéral de 1920³⁶. Une scission intervient fin décembre 1921 avec la création de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU)³⁷. Début 1922, une Union CGTU se constitue dans le Bas-Rhin³⁸, d'abord autour des cheminots³⁹, puis des métallurgistes⁴⁰ et du bâtiment⁴¹, Union qui avec ses homologues du Haut-Rhin et de la Moselle crée une Union régionale le 27 août 1922⁴².

La réunification de la CGT

- 8 À partir de 1933, la situation internationale en Europe conduit à une dynamique unitaire entre la CGT et la CGTU qui débouche sur la réunification au Congrès de Toulouse des 2-5 mars 1936⁴³. Dans le Bas-Rhin, au 1^{er} janvier 1936, sept syndicats CGT et CGTU avaient fusionné : Alimentation, Bâtiment, Ouvriers du bois, Cheminots, Employés, Ouvriers de fabrique, syndicats des Services publics et des Transports⁴⁴.

La syndicalisation et l'audience

- 9 Selon les sources officielles, le total des ouvriers et employés occupés dans tous les établissements du Bas-Rhin occupant au moins un salarié était en 1921 et en 1926 de 158 000⁴⁵.
- 10 Concernant la syndicalisation, étant rappelé la montée en flèche de celle-ci en 1919⁴⁶, puis son recul durable à partir de 1921⁴⁷, une étude intitulée « Groupes syndicaux d'Alsace-Lorraine » de juin 1925 recense 33 480 syndiqués CGT, CGTU (qui totalisent à elles deux 11 400 adhérents), Indépendants (chrétiens : 10 000 adhérents), fonctionnaires et syndicats non confédérés⁴⁸, soit 21,2% de syndiqués. Au début de 1936, selon une enquête préfectorale, le total des syndiqués CGT-CGTU serait de 13 435, celui des fonctionnaires syndiqués 1 950⁴⁹, et celui des syndiqués chrétiens de 7 500⁵⁰, pour un total de 22 835 syndiqués, soit 14,45% de syndiqués, en net recul sur le taux précédent.
- 11 Les sources syndicales dont nous disposons concernent essentiellement la CGT et la CGTU, la presse syndicale de l'UGB de 1922 à 1936 ne donnant aucun chiffre d'adhérents, mais le nombre d'« Ortsgruppen » (groupes locaux), qui passe, dans le département du Bas-Rhin, de 40 au 1^{er} octobre 1923 à 85 en 1930⁵¹. Antoine Prost a retracé l'évolution des effectifs syndicaux de la CGT et de la CGTU de 1921 à 1937

d'après les mandats des congrès. En 1924, la CGT au plan national compte 491 000 adhérents (pas de chiffre recensé pour la CGTU), puis 524 000 en 1926 – 431 000 pour la CGTU. En 1935, la CGT en voie de réunification compte 785 000 adhérents⁵². L'examen des comptes rendus des congrès de ces deux confédérations tenus en 1925, 1927 et 1936, permet d'estimer le nombre d'adhérents des syndicats bas-rhinois CGT et CGTU⁵³. Au congrès de la CGT de 1925, les syndicats bas-rhinois ont 75 voix sur les 4 373 détenues par l'ensemble des syndicats représentés, soit 1,7%. Rapporté à l'effectif national de 1924, la CGT bas-rhinoise aurait 8 400 adhérents. Au congrès de la CGTU de 1927, le Bas-Rhin dispose de 35 voix sur les 2 089 détenues par l'ensemble des syndicats représentés au congrès, soit 1,7%, ce qui, rapporté à l'effectif national de la CGTU de 1926 donnerait 7 300 adhérents. Sur la période 1924-1926, en supposant une CGT bas-rhinoise à effectif constant, l'ensemble CGT-CGTU représenterait à lui seul plus de 15 000 adhérents, soit près de 10% de la population salariée. Au congrès de la CGT réunifiée de mars 1936, les syndicats bas-rhinois ont 153 voix sur un total de 7 926, soit 1,93% qui rapporté aux 785 000 adhérents nous donnerait un peu plus de 15 000 adhérents dans le Bas-Rhin, soit l'ordre de grandeur du total CGT-CGTU de l'enquête préfectorale précitée et un taux de syndicalisation équivalent⁵⁴.

- 12 Pour l'audience, la mobilisation pour le 1^{er} mai reste limitée comme à Strasbourg en 1921 (2 000 personnes, soit à peine la moitié des manifestants de 1919⁵⁵), 1928 et 1932 (1 000)⁵⁶, et quasiment nulle pour les autres arrondissements du département⁵⁷. Elle sera toute autre sous le Front populaire, avec par exemple, selon les sources, pour le 1^{er} mai 1937, entre 15 000 et 50 000 manifestants à Strasbourg, mais aussi des rassemblements dans d'autres localités (Graffenstaden, Erstein, Sélestat, Niederbronn, Molsheim⁵⁸). Elle est très importante dans le domaine des Assurances sociales : aux élections à l'Office fédéral d'assurances sociales de septembre 1928, les candidats des syndicats UGB, CGT et CGTU recueillent au total, dans le Bas-Rhin, plus de 148 000 voix⁵⁹, traduisant ainsi une forme d'adhésion par l'élection des travailleurs bas-rhinois. Enfin, la mobilisation syndicale peut être très importante, comme pendant les grèves de Strasbourg (juin-août 1933), et la grève générale à Strasbourg le 12 février 1934⁶⁰.

Les questions d'organisation

- 13 Sur ce point, le syndicalisme bas-rhinois au cours de notre période garde des particularités issues de l'époque du *Reichsland*.

Le champ géographique

- 14 Le syndicalisme bas-rhinois de la période s'intègre le plus souvent dans une structure syndicale Alsace-Lorraine (Alsace-Moselle), correspondant au territoire de l'ex-*Reichsland*. Ce champ géographique est au plan interprofessionnel celui de l'USAL⁶¹, de l'UGB, mais aussi de la CGTU dont les syndicats décident le 13 août 1923 de créer une Union régionale englobant les trois départements⁶². Ces structures peuvent coexister avec des organisations interprofessionnelles départementales, comme l'Union des Syndicats du Bas-Rhin CGT créée en 1920⁶³. La pratique linguistique n'est pas étrangère au choix géographique⁶⁴ : au congrès de la Fédération de l'Alimentation CGT de septembre 1924, selon Brandt, secrétaire du syndicat des travailleurs de l'Alimentation

du Bas-Rhin, il aurait fallu une région spéciale Alsace-Lorraine, compte tenu de la langue différente dans ces départements⁶⁵.

- 15 La question linguistique avait été posée dès la conférence des syndicats d'Alsace-Lorraine de Strasbourg de janvier 1919. Eugène Imbs, secrétaire général des syndicats d'Alsace-Lorraine, avait déclaré : « La différence de langues empêchera que la fusion soit aussi rapide que tous le souhaiteraient. En effet, les membres des syndicats de l'Alsace et de la Lorraine ne peuvent lire que des journaux écrits en langue allemande »⁶⁶. Au congrès de la CGTU de 1925, le délégué Doeblé souligne qu'en Alsace-Lorraine « nombreux sont les camarades qui ne connaissent pas le français » et que tous les documents relatifs au congrès doivent être traduits en allemand⁶⁷. Il est convenu de faire traduire en langue allemande tous les documents nécessaires par le service de la main d'œuvre étrangère de la Confédération⁶⁸. La CGT annonce, lors de son congrès de 1929, la création d'un poste de propagandiste, chargé pour l'Alsace-Lorraine de diffuser en langue allemande les positions de la CGT. Le salaire est pris en charge par la Confédération et les frais de déplacement et de réunions par les Unions départementales⁶⁹. La presse syndicale est en langue allemande (*Der Proletarier* pour la CGTU, *Le Syndicaliste* pour la CGT, *Der Unabhängige Gewerkschaftler* pour l'UGB, avec pour cette dernière une édition française, *Le Syndicaliste indépendant*⁷⁰). Sans relever *stricto sensu* des caractéristiques des modèles syndicaux, cette spécificité nécessite donc des mesures adaptées aux réalités de l'Alsace-Lorraine.

Les relations avec les organisations syndicales de « l'intérieur »

- 16 Lors de la conférence des syndicats d'Alsace-Lorraine de janvier 1919⁷¹, l'adhésion de ces syndicats à la CGT supposait pour eux d'adhérer à une union départementale mais aussi à une fédération de métier ou d'industrie⁷². Si la première condition était remplie, via l'adhésion des syndicats à l'USAL considérée comme Union départementale adhérent à la CGT, la seconde posait problème pour les Alsaciens-Lorrains qui voulaient créer quatorze fédérations régionales d'industrie, les statuts de la CGT n'admettant que l'adhésion à des fédérations nationales. Il fut décidé d'écarter les fédérations régionales d'industrie, de dispenser les syndicats alsaciens-lorrains d'adhérer aux fédérations nationales de la CGT, enfin que le principe de fédérations régionales était admis provisoirement, notamment pour les secours de chômage et de maladie⁷³. En contrepartie de cotisations élevées (1,15 Fr. par semaine pour les métallurgistes, 1,40 Fr. à 1,50 Fr. par semaine pour les ouvriers du bâtiment), les secours précités s'élevaient de 25 à 100 Frs versés à la famille⁷⁴. Ils pouvaient constituer une part non négligeable des dépenses d'un syndicat. En 1921, pour la section de Strasbourg du syndicat des ouvriers des métaux CGT, les secours de chômage représentaient 40% des dépenses de la Caisse locale⁷⁵. La dispense de cotisation à des fédérations nationales professionnelles existe encore en 1935 à la CGTU pour tous les syndicats alsaciens-lorrains affiliés, « en raison des formes spéciales d'organisation en Alsace-Lorraine⁷⁶ ». Pour le syndicalisme chrétien, la FSI d'Alsace-Lorraine a sa propre trésorerie et son propre barème de cotisation⁷⁷.

Les permanents syndicaux

- 17 Le « poids » des permanents syndicaux reste non négligeable. En 1921, la Fédération des métaux d'Alsace-Lorraine (CGT) est dotée d'un Comité central (deux présidents, un

trésorier général, deux secrétaires) et de trois départements divisés par secteurs. Pour le Bas-Rhin, un secrétaire général, pour le secteur de Strasbourg deux secrétaires, une dactylographe et deux caissiers, pour Haguenau deux secrétaires, les autres secteurs (Graffenstaden, Erstein, Sélestat, Mutzig) étant sans secrétaire. Les salaires des permanents absorbent la quasi-totalité des cotisations des adhérents⁷⁸. En 1934, le syndicat unitaire des ateliers de Bischheim compte, selon notre estimation, cinq à six permanents rémunérés⁷⁹. Au début de l'année 1936, selon un rapport du préfet du Bas-Rhin, relatif à la fusion des syndicats départementaux CGT et CGTU, il y aurait une douzaine de permanents pour un ensemble syndical de 15 300 salariés pour le seul Bas-Rhin⁸⁰, ce qui nous rapproche du nombre de permanents des *Freien Gewerkschaften* à l'époque du *Reichsland*. Du côté chrétien, lors du congrès de création de la CFTC de novembre 1919, la FSI d'Alsace-Lorraine annonce qu'elle rémunère douze « propagandistes », d'où le commentaire de Michel Launay : « À la manière allemande, les syndicats alsaciens-lorrains disposent de gens salariés⁸¹ ».

La conception allemande de la grève perdue

- 18 Le syndicalisme bas-rhinois conserve la conception allemande de la grève en ce que le syndicat ne reconnaît pas une grève déclenchée en dehors de lui. En juin 1919, le syndicat des métallurgistes de Basse-Alsace dénonce le fait que « de nombreux ouvriers agissent de leur propre chef⁸² ». Le syndicat peut alors enrayer le mouvement comme au Port du Rhin à Strasbourg en juin 1919⁸³, ou encore dans l'entreprise de construction Zublin en novembre 1920, la grève ayant été déclenchée sans concertation préalable avec le syndicat qui agit pour une reprise du travail dès que possible⁸⁴. Les caisses de grève sont le corollaire de la grève déclenchée par le syndicat. Lors de la grève de la métallurgie dans le Bas-Rhin (juillet-septembre 1921), le syndicat CGT annonce qu'il a dépensé depuis le début du conflit plus d'un million de francs⁸⁵. Or, ces sommes ne proviennent pas des fonds propres du syndicat qui ne dispose d'aucune réserve financière⁸⁶, mais de fonds garantis par les différents immeubles appartenant aux métallurgistes⁸⁷. La Conférence syndicale de Strasbourg de janvier 1919, ayant constaté l'absence de ressources des syndicats alsaciens-lorrains, vota à l'unanimité le principe d'une aide financière des organisations françaises⁸⁸. La grève du bâtiment à Strasbourg d'avril-mai 1924 (jusque 1 500 grévistes), fut menée contre l'avis des syndicats CGT et CGTU qui estimaient leurs finances insuffisantes pour couvrir les secours en cas de grève⁸⁹. Ces difficultés financières, si elles étaient confirmées par des documents syndicaux, pourraient renvoyer au syndicalisme français⁹⁰.

Syndicalisme et politique

- 19 Dans l'histoire du syndicalisme français, ce thème pose deux questions : celle de l'expression politique des syndicats et celle des relations entre syndicats et partis politiques.

L'expression politique des syndicats

- 20 La loi française du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats professionnels entend « bannir les syndicats du champ politique »⁹¹, à l'opposé donc de la Charte

d'Amiens, alors que du côté allemand, les syndicats sociaux-démocrates reconnaissent au parti social-démocrate l'exclusivité du domaine politique⁹². Nous examinerons quelques thèmes.

Lutte de classe, réforme, révolution

- 21 Le syndicalisme chrétien, dans le Manifeste des Syndicats indépendants d'Alsace-Lorraine de mars 1920⁹³, tout en condamnant l'arbitraire patronal et préconisant « l'usine constitutionnelle », dénonce l'utopie de la « Cité future » socialiste fondée sur la terreur, réaffirme la conception chrétienne des questions sociales, écartant les expériences révolutionnaires. Il ne saurait donc y avoir de communauté d'idées entre la conception économique des chrétiens sociaux et celle des socialistes⁹⁴. En 1935, le journal de l'UGB, sous le titre « *Politik und Gewerkschaften* », réaffirme que le syndicalisme chrétien ne peut être politiquement neutre, en ce qu'il vise à améliorer la situation économique et sociale de ses membres, qui dépend des orientations de la politique générale ; l'UGB est totalement neutre vis-à-vis de tous les partis politiques, sauf s'agissant de partis soutenant une dictature, ou ne respectant pas l'égalité des droits de la classe ouvrière dans la vie de l'État et de la société⁹⁵. L'UGB s'exprime enfin à plusieurs reprises dans sa presse sur l'Union soviétique, dénonçant « l'Eldorado russe », le « paradis soviétique », ou encore l'exploitation des travailleurs par le système communiste⁹⁶. La CGT d'après la scission se fonde toujours sur la Charte d'Amiens pour abolir le capitalisme et appelle à ne pas renoncer au combat contre la réaction⁹⁷. La CGTU souligne sa proximité avec le parti communiste⁹⁸, condamne les dirigeants réformistes qui abandonnent la lutte de classe pour une alliance avec la bourgeoisie en formant le cartel des gauches⁹⁹ et sont les agents directs du patronat et du gouvernement¹⁰⁰. Elle proclame son soutien à la Russie soviétique¹⁰¹.

Une Alsace-Lorraine autonome ?

- 22 Tout au long de notre période, la CGT et la CGTU s'expriment sur cette question¹⁰². La CGTU reprend les thèses du communisme alsacien, selon lesquelles « à l'oppression du prolétariat, des paysans et des masses laborieuses par les capitalistes, il convient d'ajouter l'oppression nationale de la population d'Alsace-Lorraine par l'impérialisme français¹⁰³ ». Elle considère que les travailleurs alsaciens-lorrains sont victimes de cet impérialisme et, comme le déclare Joseph Mohn, secrétaire régional de la CGTU, au congrès national de la CGTU de septembre 1935¹⁰⁴, refuse de condamner « la lutte pour le droit de libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine, qui est le drapeau d'une grande masse de travailleurs les plus combattifs ». Cette position est ancienne : le 11 octobre 1925, alors que Painlevé, président du Conseil, est en visite à Strasbourg, l'Union départementale CGTU du Bas-Rhin tient une réunion au cours de laquelle l'orateur unitaire Paul Meyer déclare : « Nous demandons à être administrés comme nous le voulons et non comme ils le veulent¹⁰⁵ ». Lors de la grève du bâtiment à Strasbourg d'août 1933, la CGTU dénonce l'oppression nationale subie par l'Alsace-Lorraine et demande la séparation d'avec la France¹⁰⁶. La CGT d'après la scission s'y oppose résolument. Le congrès des syndicats CGT du Bas-Rhin du 27 septembre 1925 dénonce la volonté du parti communiste et des syndicats CGT de séparer de la France les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et considère que susciter une question d'Alsace-Lorraine revient à soutenir les tendances des nationalistes allemands et provoquer un nouveau danger de guerre entre l'Allemagne

et la France¹⁰⁷. Début octobre, ce syndicat diffuse un manifeste où il déclare : « Tout système consistant à ériger des États minuscules est à rejeter. L'État minuscule d'Alsace-Lorraine serait écrasé entre les deux grandes puissances, la France et l'Allemagne¹⁰⁸ ». Dans la période conduisant à la réunification de la CGT en Alsace, la CGT bas-rhinoise conditionne celle-ci au renoncement par la CGTU à la défense des revendications particulières pour l'Alsace-Lorraine, la CGTU considérant que cette question ne doit pas être un obstacle à l'unité syndicale¹⁰⁹.

Les liens entre syndicats et partis politiques

- 23 Les trois courants syndicaux gardent de forts liens avec les partis politiques : cumuls de responsabilités syndicales et politiques avec chez les chrétiens, Henri Meck, secrétaire général de la FSI membre du comité directeur de l'UPR de 1927 à 1940¹¹⁰ ; Georges Wodli, secrétaire administratif de l'Union des syndicats de cheminots d'Alsace-Lorraine CGTU candidat du Parti communiste aux élections législatives à Molsheim en 1932¹¹¹ ; Eugène Imbs, dirigeant après la scission CGT-CGTU de l'Union des Syndicats CGT du Bas-Rhin, conseiller municipal SFIO pendant toute notre période¹¹². Si pour les chrétiens et les socialistes, il ne semble pas y avoir subordination du syndicat au parti, mais plutôt convergence, il n'en est pas de même pour la CGTU. En effet, dans la théorie communiste du syndicalisme, ni l'action politique ni le syndicalisme n'ont de réalité autonome, la seule réalité étant la lutte de classe¹¹³. En juin 1923, une liaison organique est décidée par le congrès constitutif de l'Union régionale des syndicats d'Alsace-Lorraine CGTU avec les Fédérations communistes d'Alsace-Lorraine pour introduire des représentants de ces Fédérations et des Jeunesses communistes dans l'organe exécutif de l'Union. Cette décision rejetée par l'Internationale syndicale rouge, en définitive, ne sera pas appliquée par l'Union¹¹⁴.

Conclusion

- 24 On peut considérer que le syndicalisme bas-rhinois participe des deux modèles syndicaux français et allemand.
- 25 Sur le plan idéologique, si la tendance anticapitaliste du syndicalisme français d'avant 1914 demeure au cours de notre période (CGT, CGTU), elle n'est plus la seule, avec la création de la CFTC, qui se fonde sur la doctrine sociale de l'Église, création à laquelle les syndicats chrétiens alsaciens ont fortement contribué. Cette coexistence de deux tendances, signe de l'évolution du modèle français, se retrouve dans le Bas-Rhin (CGT, CGTU, UGB), avec notamment en Alsace et Outre-Vosges, la scission CGT-CGTU¹¹⁵.
- 26 La syndicalisation bas-rhinoise et celle du reste de la France semblent relever du même ordre de grandeur au terme de notre période : en 1935, sur une population syndicable de 10 millions de salariés France entière¹¹⁶, l'ensemble des adhérents CGT + CFTC (respectivement 785 000 et 180 000) en représenterait environ 10%¹¹⁷, tandis que, de source syndicale, comme nous l'avons vu, l'ensemble CGT-CGTU bas-rhinois donne un taux de 15%. Si la syndicalisation française a progressé par rapport à l'avant-guerre de 1914, elle reste loin de celle de l'Allemagne, où, en 1932, la centrale sociale-démocrate ADGB rassemble à elle seule 5 millions d'adhérents¹¹⁸. Le nombre de syndiqués progressera massivement sous le Front populaire, la CGT France entière

comptant près de 4 millions d'adhérents en 1937 et 55 000 syndiqués dans le Bas-Rhin¹¹⁹.

- 27 Par sa politisation, le syndicalisme bas-rhinois se rattache là encore au modèle français en exprimant des positions politiques dans sa presse, lors de réunions publiques ou de grèves (12 février 1934), alors que le syndicalisme allemand « s'interdit de réagir lors de l'accession d'Hitler au pouvoir¹²⁰ ».
- 28 Le modèle allemand se retrouve lui dans les aspects organisationnels du syndicalisme bas-rhinois : les liens avec les partis demeurent très étroits, en particulier avec le cumul des fonctions syndicales et politiques que l'on constate à l'UGB, à la CGT et à la CGTU, mais peut-être davantage ici par application de la doctrine léniniste de la subordination du syndicat au parti communiste. Les permanents syndicaux, dans les cas recensés, restent nombreux. Seul le syndicat peut déclencher la grève ; à défaut, les secours syndicaux en cas de grève sont refusés. L'importance des secours (chômage, maladie) demeure, ce qui peut poser parfois certains problèmes financiers.
- 29 La pratique de la langue, qui ne relève pas *stricto sensu* des caractéristiques d'un modèle syndical, a conduit les confédérations CGT et CGTU à prendre des mesures pour que la méconnaissance du français ne soit pas un obstacle pour leur action syndicale en Alsace et faciliter ainsi l'action des militants locaux. La géographie des structures syndicales auxquelles se rattachent les syndicats bas-rhinois est fondée à la fois sur la pratique de la langue et la volonté de rester dans un territoire correspondant à l'ancien *Reichsland*.
- 30 Malgré ces spécificités et les emprunts au modèle allemand, le syndicalisme bas-rhinois s'implique entièrement dans la vie du syndicalisme français, comme le montrent, par exemple, la manifestation strasbourgeoise du 12 février 1934 et le processus de réunification de la CGT largement entamé dans le Bas-Rhin au début de l'année 1936, étant rappelé le rôle des syndicats chrétiens d'Alsace-Lorraine dans la création de la CFTC en novembre 1919.

NOTES

1. . Cet article est tiré d'un mémoire de Master 2 d'Histoire (titre identique), dirigé par M. Claude Muller, soutenu le 12 juin 2014 à Strasbourg à l'Institut d'Histoire d'Alsace. Le jury était composé de M^{me} Catherine Maurer, M^{me} Élisabeth Clementz et M. Claude Muller. Il intègre des recherches postérieures.

2. . Serge WOLIKOW, « Les formes historiques du syndicalisme en Europe », in Tania REGIN et Serge WOLIKOW, dir., *Les syndicalismes en Europe, À l'épreuve de l'histoire*, Paris, 2002, p. 24.

3. . En 1913, pour les *Freien Gewerkschaften* (sociaux-démocrates), on compte 2 376 647 syndiqués. Klaus SCHÖNHOFEN, « Die regionale Ausbreitung der deutschen Gewerkschaften im Kaiserreich, 1890-1918 », in Gerhard A. RITTER, *Der Aufstieg der deutschen Arbeiterbewegung. Sozialdemokratie und Freie Gewerkschaften im Parteiensystem und Sozialmilieu des Kaiserreichs*, München, 1990, p. 365-366. Au même moment, les syndicats chrétiens regroupent 340 000 adhérents et les syndicats Hirsch-Duncker (libéraux) 105 000. Dieter SCHUSTER, *Le mouvement syndicaliste allemand*, Bonn, 1985, p. 45. Pour la France, Georges LEFRANC, *Histoire du travail et des travailleurs*, Paris, 1975, p. 320.

4. . En 1900, en Allemagne, 99,8% de 680 000 syndiqués de 54 syndicats bénéficient de secours en cas de grève, 81,9% de syndiqués pour 36 syndicats de secours en cas de déménagement et de décès. Hedwig WACHENHEIM, *Die deutsche Arbeiterbewegung, 1844 bis 1914*, Köln, 1967, p. 386.
5. . En 1914, ils sont 2 867 dans les comités directeurs centraux des syndicats et 207 au niveau des syndicats locaux. Dieter SCHUSTER, *Le mouvement syndicaliste allemand*, op. cit., p. 41 et 45.
6. . Stéphane SIROT, *La grève en France. Une histoire sociale (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, 2002, p. 140.
7. . Michel DREYFUS, *Histoire de la CGT*, Bruxelles, 1995, p. 63.
8. . Michel DREYFUS, *Liberté, égalité, mutualité, Mutualisme et syndicalisme, 1852-1967*, Paris, 2001, p. 77-78.
9. . Organe de direction des syndicats sociaux-démocrates depuis 1902. Jean SAGNES, *Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours*, Toulouse, 1984, p. 31.
10. . Dieter SCHUSTER, *Le mouvement syndicaliste allemand*, op. cit., p. 40.
11. . Klaus SCHÖNHOFEN, *Die deutschen Gewerkschaften*, Frankfurt am Main, 1987, p. 75.
12. . Michel DREYFUS, *Histoire de la CGT*, op. cit., p. 46.
13. . Jacques JULLIARD, *Autonomie ouvrière, Études sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, 1988, p. 137.
14. . Hartmut Diethelm SOELL, *Die sozialdemokratische Arbeiterbewegung im Reichsland Elsass-Lothringen 1871-1918, Ein Beitrag zur Geschichte eines europäischen Grenzlandes*, Heidelberg, 1963, p. 113.
15. . Léon STRAUSS, « Syndicalisme des salariés », in *Encyclopédie de l'Alsace*, Strasbourg, 1982-1986, p. 7 214. À rapprocher du nombre de permanents pour l'ensemble de la CGT. Voir note 7.
16. . Hartmut Diethelm SOELL, *Die sozialdemokratische Arbeiterbewegung im Reichsland Elsass-Lothringen 1871-1918*, op. cit., p. 294, note 166.
17. . François I GERSHEIM, *L'Alsace des notables, 1870-1914, La bourgeoisie et le peuple alsacien*, Strasbourg, 1981, p. 82 et *L'Alsace politique 1870-1914*, Strasbourg, PUS, 2016, p. 74.
18. . Léon STRAUSS, « Syndicalisme des salariés », art. cit., p. 7 214.
19. . Hartmut Diethelm SOELL, *Die sozialdemokratische Arbeiterbewegung im Reichsland Elsass-Lothringen 1871-1918*, op. cit., p. 123 et 295 (note 169).
20. . Christian BAECHLER, *Le parti catholique alsacien, 1890-1939, Du Reichsland à la République jacobine*, Paris, 1982, p. 193.
21. . Bernard VOGLER, *Histoire politique de l'Alsace, De la Révolution à nos jours, Un panorama des passions alsaciennes*, Strasbourg, 1995, p. 175-176.
22. . Christian BAECHLER, *Le parti catholique alsacien*, op. cit., p. 17-18.
23. . Hartmut Diethelm SOELL, *Die sozialdemokratische Arbeiterbewegung im Reichsland Elsass-Lothringen 1871-1918*, op. cit., p. 113 et 122.
24. . Le terme « courants syndicaux » vise à faire ressortir la dimension idéologique des syndicalismes chrétien, communiste et socialiste. Nous n'aborderons pas ici les syndicalismes des fonctionnaires et autonomes.
25. . Léon STRAUSS, « Syndicalisme des salariés », art. cit., p. 7214.
26. . *La Bataille*, 26 décembre 1918.
27. . *La Voix du Peuple*, 1919, p. 50-52 (Bibliothèque de l'Institut d'histoire sociale de la CGT).
28. . *La France Libre*, tampon du 26 décembre 1918, Archives nationales (AN), F7/13377.
29. . *L'Humanité, Le Petit Parisien*, tampon du 7 janvier 1919, AN, F7/13377.
30. . *La Libre Parole*, tampon du 16 février 1919, AN, F7/13377.
31. . Léon STRAUSS, « Syndicalisme des salariés », art. cit., p. 7215. Christian BAECHLER, *Le parti catholique alsacien*, op. cit., p. 625.
32. . Jean SAGNES, *Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours*, op. cit., p. 186-189.
33. . Archives départementales Bas-Rhin (ADBR), 121 AL 878. Police générale, activités syndicales 1920.

34. . ADBR, 121 AL 880. Direction de police, n°4 841 du 20 juin 1921.
35. . Maurice LABI, *La grande division des travailleurs, Première scission de la CGT (1914-1921)*, Paris, 1964, p. 279.
36. . *Ibid.*, p. 277.
37. . Michel DREYFUS, *Histoire de la CGT, op. cit.*, p. 116-117 et 119.
38. . Léon STRAUSS, « Syndicalisme des salariés », art. cit., p. 7 215.
39. . AN, F7/13378. Commissariat général de la République, Revue de la presse alsacienne et lorraine, n°77, 1^{er} avril 1922.
40. . ADBR, 121 AL 855. Services généraux de police, rapports généraux, 1918-1925, Bolchevisme et mouvement ouvrier, 12 juillet 1922, p. 6-7.
41. . AN, F7/13378. Commissariat de Strasbourg, rapport n°1 585 du 10 octobre 1922.
42. . AN, F7/13378. Direction de police de Strasbourg, n°D 7 138 du 2 septembre 1922.
43. . Michel DREYFUS, *Histoire de la CGT, op. cit.*, p. 154-155, 159-161.
44. . ADBR, 98 AL 684/1. Préfecture du Bas-Rhin, Cabinet n°1836/34 du 6 janvier 1936.
45. . OFFICE RÉGIONAL DE STATISTIQUE D'ALSACE ET DE LORRAINE, *Annuaire statistique (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle)*, premier volume, 1919-1931, Strasbourg, 1932, p. 237.
46. . En juin 1920, le congrès des syndicats d'Alsace-Lorraine réunit plus de 200 délégués représentant 150 000 cotisants. AN, F7/13377. *L'Humanité*, fiche du 4 juin 1920.
47. . La CGT compte 140 000 adhérents sur les trois nouveaux départements en septembre 1919. Léon STRAUSS, « Syndicalisme des salariés », art. cit., p. 7 214-7 215.
48. . ADBR, 121 AL 1129. Pour les syndicats dont le nombre de syndiqués concerne les trois départements, nous avons pris un tiers des effectifs.
49. . ADBR, 98 AL 684/1. Préfecture du Bas-Rhin, Cabinet n°1 836/34 du 6 janvier 1936.
50. . ADBR, 98 AL 684/1. Commissaire de Police spécial de Strasbourg n°6 580 du 28 octobre 1935. Sur les 22 500 syndiqués indépendants des trois départements, nous avons retenu le tiers pour le Bas-Rhin.
51. . *Der Unabhängige Gewerkschaftler*, n°23 du 10 novembre 1923 et n°24 du 29 novembre 1930.
52. . Antoine PROST, *La CGT à l'époque du Front populaire, Essai de description numérique*, Paris, 1964, p. 35-37.
53. . Il s'agit bien ici d'estimations : en effet certains congrès ne mentionnent que les voix des syndicats ayant participé au vote et non le total des voix détenues par la totalité des syndicats représentés au congrès.
54. . Cf www.ihs.cgt.fr/congres: CGT, XXIV^e Congrès (26-29 août 1925), p. 167, 205-245 ; CGTU, IV^e Congrès (19-24 septembre 1927), p. 544-577 ; CGT, Congrès confédéral d'unité (2-5 mars 1936), p. 117, 192-267.
55. . ADBR, 121 AL 880. Manifestations du 1^{er} mai 1921. Direction de police de Strasbourg n°C 3418 du 2 mai 1921.
56. . ADBR, 98 AL 685. Commissariat Gare de Strasbourg n°658 du 1^{er} mai 1928. Direction des services généraux de police d'Alsace-Lorraine n°12/4421 du 2 mai 1932.
57. . En 1933, les rapports des sous-préfets signalent une journée calme. ADBR, 98 AL 685. Commissariats d'Haguenau n°478 du 2 mai 1933, de Wissembourg n°1 678/33, de Gare de Strasbourg n°1 508 du 2 mai 1933, d'Erstein-Sélestat n°444/33 du 2 mai 1933.
58. . ADBR, 98 AL 685. Préfecture du Bas-Rhin, Cabinet du 1^{er} mai 1937. Antoine PROST, *Autour du Front populaire, Aspects du mouvement social au XX^e siècle*, Paris, 2006, p. 133.
59. . Jean ACKER, *L'organisation et l'action syndicales ouvrières en Alsace*, thèse de droit, Paris, 1931, p. 20.
60. . Léon STRAUSS, « Front populaire », « Grèves », in *Encyclopédie de l'Alsace, op. cit.*, p. 3231, 3500-3501.

61. . L'USAL se dissoudra le 1^{er} avril 1921, en raison de sa non-conformité à la structure départementale de la CGT. Léon STRAUSS, « Imbs Eugène », in *Encyclopédie de l'Alsace*, op. cit., p. 4 232.
62. . ADBR, 121 AL 855. Services généraux de police. Rapports généraux 1918-1925. Bolchevisme et mouvement ouvrier, n°B/3/8732 du 25 septembre 1923, p. 4.
63. . AN, F7/13377. Direction de police du 9 août 1920.
64. . Voir note infra.
65. . L'Alsace est dans la huitième région de la Fédération avec d'autres départements de l'Est. Archives départementales de Seine-Saint-Denis, 46 J 2. Congrès de la Fédération de l'Alimentation CGT, Paris, 22-24 septembre 1924, p. 50.
66. . AN, F7/ 13377. *France Libre*, tampon du 6 janvier 1919.
67. . www.ihs.cgt.fr/congres : CGTU, III^e Congrès, 26-31 août 1925, p. 408.
68. . *Ibid.*, p. 413.
69. . www.ihs.cgt.fr/congres : CGT, XVI^e Congrès, 17-20 septembre 1929, p. 14.
70. . Tous ces journaux sont bimensuels. Claude LORENTZ, *La presse alsacienne du XX^e siècle, Répertoire des journaux parus depuis 1918*, Strasbourg, 1997, p. 321-322, 390-391, 410-411, 393-394.
71. . Il est rappelé qu'à cette date, la CFTC n'existe pas encore.
72. . AN, F7/13377. *Le Matin*, tampon du 6 janvier 1919.
73. . AN, F7/13377. *L'Humanité*, tampon du 7 janvier 1919.
74. . AN, F7/13377. *France Libre*, tampon du 12 janvier 1919.
75. . ADBR, 121 AL 882. Direction de police de Strasbourg, n°D 784 du 31 janvier 1922.
76. . AD Seine-Saint-Denis, 46 J 4. Fédération nationale des travailleurs de l'Alimentation et des colonies (CGTU). État des syndicats adhérents arrêté au 5 octobre 1935.
77. . François IGERSEIM, « Henri Meck (1897-1966), syndicaliste et député alsacien : la première carrière (1919-1945) », *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie de Molsheim et environs*, 2006, p. 6.
78. . ADBR, 121 AL 881. Métallurgie. Direction de police n°C 1437 du 21 février 1921.
79. . ADBR, 98 AL 684/1. Cheminots. Rapport 2530 du 23 avril 1935.
80. . ADBR, 98 AL 684/1. Préfecture du Bas-Rhin. Cabinet n°1 836/34 du 6 janvier 1936.
81. . Michel LAUNAY, *La CFTC, Origines et développement, 1919-1940*, Paris, 1986, p. 30-31.
82. . ADBR, 121 AL 877. Grèves 1919. Rapport du Gouvernement militaire de Strasbourg. État-major, service de sûreté n°1248/SG. *Die Freie Presse* du 21 juin 1919.
83. . ADBR, 121 AL 877. Grèves 1919. Directeur du Travail n° 824 du 21 juin 1919.
84. . ADBR, 121 AL 878. Bâtiment. Direction de police de Strasbourg n°10 124 du 17 novembre 1920 et 10 162 du 18 novembre 1920.
85. . ADBR, 121 AL 881. Métallurgie. Commissariat Port du Rhin du 2 août 1921.
86. . ADBR, 121 AL 881. Métallurgie. Direction de police de Strasbourg n°C 1437 du 21 février 1921.
87. . ADBR, 121 AL 881. Métallurgie. Direction de police de Strasbourg n°C 5085 du 28 juin 1921 et rapport du même service du 14 août 1921.
88. . AN, F7/13377. *La Vérité*. Tampon du 13 janvier 1919.
89. . ADBR, 121 AL 885. Bâtiment. Commissariat Gare de Strasbourg 1^{er} avril 1924, 7 avril 1924, n°1 475 du 7 avril 1924, 13 mai 1924, n°CCI 2 433/24 du 31 mai 1924.
90. . Il convient de rester prudent sur ce point.
91. . Stéphane SIROT, 1884, *des syndicats pour la République*, Lormont, 2014, p. 52.
92. . Voir note 13.
93. . ADBR, 121 AL 157. Services rattachés au Cabinet – service de la presse. Syndicalisme 1920-1921, *Le Nouveau Rhin Français*, 12 mars 1920. Le texte est signé de Camille Bilger, député UPR et président de la Fédération des Syndicats Indépendants.
94. . *Le Syndicaliste Indépendant*, n° 10 du 31 octobre 1922.

95. . *Der Unabhängige Gewerkschaftler*, 20 juillet 1935.
96. . *Der Unabhängige Gewerkschaftler* : « Das Eldorado Russland » (n°13 du 19 juin 1926), « Das russische Arbeiter-Paradies » (n°22 du 1^{er} novembre 1930), « Kommunistische Arbeiterausbeutung » (n°11 du 23 mai 1936).
97. . *Die Freie Presse*, 6 novembre 1922.
98. . *Der Proletarier*, 20 août 1929, sous le titre « Gewerkschaft und Partei » qui se réfère à un comité d'action PC-CGTU pour les intérêts du prolétariat.
99. . Congrès de l'Union départementale unitaire du Bas-Rhin du 22 juin 1924, ADBR, 121 AL 885. Propagande syndicale. Commissariat Gare de Strasbourg n° 1 997 du 8 juillet 1924.
100. . Benoît Frachon, Secrétaire général de la CGTU, lors de la réunion de l'Union locale unitaire à Strasbourg le 26 octobre 1933. ADBR, 98 AL 684/1. Commissariat Gare de Strasbourg n°3 811 du 27 octobre 1933.
101. . *Der Proletarier*, organe mensuel des syndicats unitaires d'Alsace, n°10 du 25 octobre 1927 qui titre « Es lebe die Sowjetrepublik! ».
102. . Il s'agit ici d'illustrer l'expression syndicale sur un sujet politique, caractéristique du modèle syndical français.
103. . Déclaration du PCF au Congrès ouvrier-paysan d'Alsace-lorraine du 20 septembre 1925, Patrice PELISSIER, « Diversité du communisme bas-rhinois de l'entre-deux-guerres », *Revue d'Alsace*, n°110, 1984, p. 169.
104. . www.cgt.ihs.fr : CGTU, VIII^e congrès, 24-27 septembre 1935, p. 250-252.
105. . ADBR, 121 AL 886. Activités syndicales. Commissariat de Strasbourg n°1 419 du 11 octobre 1925.
106. . Léon STRAUSS, « Grèves », art. cit., p. 3 500.
107. . ADBR, 121 AL 886. Activités syndicales. Commissariat de Strasbourg n°1 498 du 28 septembre 1925.
108. . ADBR, 121 AL 886. Activités syndicales. Commissariat Gare de Strasbourg n°1 516 du 3 octobre 1925.
109. . *Der Proletarier*, 15 avril 1935 (sur le 9^e congrès régional unitaire d'Alsace-Lorraine), 15 octobre 1935 (« Die els.-lothr. Frage darf kein Hindernis sein in der Verwirklichung der Einheit »).
110. . Léon STRAUSS, « Meck Henri », art. cit., p. 5 021.
111. . Georges RIBEILL et Léon STRAUSS, WODLI (Georges), maitron-en-ligne.univ-paris1.fr.
112. . Léon STRAUSS, « Imbs Eugène », art. cit., p. 4 232.
113. . Antoine PROST, *La CGT à l'époque du Front populaire*, op. cit., p. 128-130.
114. . *L'Humanité*, du 23 août 1923.
115. . En Allemagne, le syndicalisme communiste reste à l'intérieur de l'ADGB en formant une Opposition syndicale rouge. Jean SAGNES, *Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours*, op. cit., p. 140.
116. . Antoine PROST, *La CGT à l'époque du Front populaire*, op. cit., p. 76. Le chiffre de 1937 a été transposé à l'année 1935 et arrondi.
117. . Pour la CGT, voir note 52. Pour la CFTC, Michel LAUNAY, *La CFTC, Origines et développement*, op. cit., p. 217.
118. . Jean SAGNES, *Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours*, op. cit., p. 140.
119. . Antoine PROST, *La CGT à l'époque du Front populaire*, op. cit., p. 76, 212.
120. . Jean SAGNES, *Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours*, op. cit., p. 141.

RÉSUMÉS

Au tournant des XIX^e-XX^e siècles en Europe, le concept de modèle syndical, qui analyse le syndicalisme ouvrier selon son rapport au politique (orientation révolutionnaire ou réformiste, rapport aux partis), son audience et son organisation, distingue les syndicalismes allemand et français. Le premier est réformiste, étroitement lié aux partis politiques, dispose d'effectifs importants et de nombreux permanents. Le second se prononce pour le renversement du capitalisme, affirme son indépendance totale vis-à-vis des partis et ne compte que peu d'adhérents et de permanents. Avec le retour de l'Alsace à la France, le syndicalisme alsacien constitué sous le *Reichsland* passe-t-il du modèle allemand au modèle français ? L'exemple bas-rhinois analysé jusqu'à la veille du Front populaire montre qu'il y a emprunt aux deux modèles. Une forte expression sur les sujets politiques et la décrue des effectifs sur la période considérée participent du modèle français. Du modèle allemand persistent les liens étroits avec les partis, le monopole syndical de la grève, l'importance des permanents et des secours aux syndiqués. La pratique linguistique et l'intégration dans des structures syndicales couvrant le territoire de l'ex-*Reichsland* renforcent la spécificité du syndicalisme bas-rhinois. Pour autant, celui-ci s'implique entièrement dans la vie du syndicalisme français. (Michel Roth).

At the turn of the 20th century In Europe the union pattern concerning working class unionism politically (either the reformist or the revolutionary approach), its audience and its organisation make a clearcut distinction between Unionists in Germany and in France. The former were reformists, being closely related to political parties and had a large membership and abundant permanent staff. The latter advocated the overthrow of capitalism, distanced themselves from political parties and had a reduced membership and permanent staff. When Alsace returned to France the question was whether the German *Reichsland* model would be replaced by the French one. Analysing the example of the Bas-Rhin until the Popular Front, one can understand it found its inspiration in both. In that specific period the French influence was present in the obvious interest for political questions and in the decreasing number of unionists; the German model survived in the close relationships with parties, in its exclusive responsibility in organizing strikes, and in the importance of permanent staff and union member relief. The language problem and its presence in unions extending to the former *Reichsland* territories made Bas-Rhin unionism a specific and yet perfectly integrated branch of the French organisation. (trad. Pierre Boulay).

An der Wende des 19. zum 20. Jahrhundert in Europa, unterscheiden die wissenschaftlichen Arbeiten, die sich mit der Gewerkschaftsbewegung und deren politischen Einstellung (revolutionäre oder reformistische Orientierung, Verhältnis zu den Parteien), deren Zuspruch und deren Organisation befassen, zwischen deutscher und französischer Gewerkschaftsbewegung. Die erste ist reformistisch, eng an die Parteien gebunden. Sie verfügt über eine große Mitgliederschaft und zahlreichen Funktionären. Die zweite spricht sich für den Umsturz des Kapitalismus aus, behauptet seine vollständige Unabhängigkeit von den Parteien und zählt nur wenige Anhänger und Funktionäre. Wird die elsässische Gewerkschaftsbewegung, die zur Zeit des *Reichslands* entstanden ist, mit der Rückkehr des Elsass an Frankreich, nun vom deutschen zum französischen Modell übergehen? Die Analyse des Unter-Elsässischen Beispiels bis zur Zeit des Front Populaire zeigt auf dass sie wohl aus beiden Quellen schöpft. Starke Äußerungen zu politischen Themen und eine Abnahme der Mitgliederschaft zeugen eher vom französischen Modell. Aus dem deutschen Modell bleiben bestehen die engen Verbindungen zu den Parteien, das Gewerkschaftsmonopol des Streikes, die große Anzahl der Funktionäre und das Ausmaß der Hilfe an die Mitglieder. Sprachpraxis und die Tatsache, dass der Wirkungskreis sich

mit dem des ehemaligen Reichslandes deckt verstärken die Besonderheiten der Unter-Elsässischen Gewerkschaften. Nichts desto trotz sind sie voll in die französische Gewerkschaftsbewegung integriert. (trad. R. S.).

AUTEUR

MICHEL ROTH

Ancien directeur du Travail, titulaire d'un Master en histoire de l'Université de Strasbourg